

Société

GÉNÉRATION CARISTE : COMMENT LA CRISE DES « GILETS JAUNES » A RÉVÉLÉ LE DESTIN DES CLASSES POPULAIRES

Jean-Laurent Cassely, Jérôme Fourquet

25/02/2019

Si les femmes « gilets jaunes » exercent souvent des métiers liés aux services à la personne, chez les hommes, la présence des caristes dans le mouvement est très révélatrice des effets de la désindustrialisation et de la mondialisation sur le monde du travail et le destin des classes populaires. Jean-Laurent Cassely et Jérôme Fourquet nous montrent en quoi le gilet jaune peut apparaître comme le nouveau bleu de travail.

Les métiers pénibles, vivier de recrutement des « gilets jaunes »

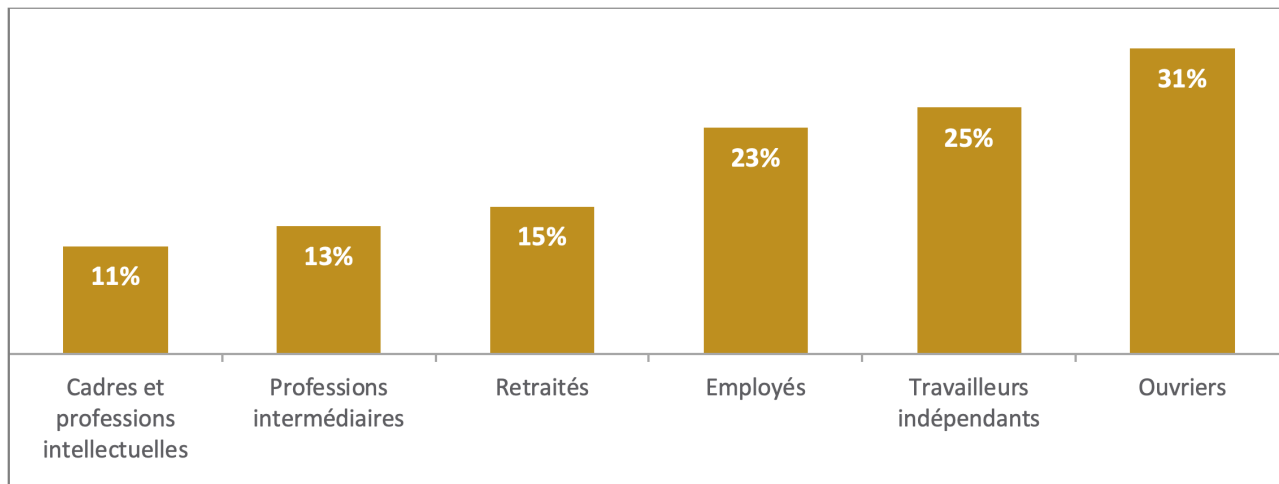
Le mouvement des « gilets jaunes » est certes hétérogène mais les données de sondages dont nous disposons permettent néanmoins de mettre en évidence certaines lignes de forces sociologiques de ce groupe qui s'est agrégé lors de cette mobilisation. 18% des Français se sont identifiés au mouvement, d'après une enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès réalisée en décembre dernier, au pic de la mobilisation.

Si seuls 11% des cadres supérieurs et des professions intellectuelles se sentent « gilets jaunes », cette identification étant également inférieure à la moyenne parmi les professions intermédiaires (13%), ce mouvement a en revanche résonné bien davantage parmi les catégories populaires : 26% des ouvriers et des employés mais également la même proportion d'indépendants (commerçants, artisans, petits chefs d'entreprise et agriculteurs) se sont identifiés aux « gilets jaunes ».

La proportion de personnes se définissant comme « gilets jaunes » dans les différentes catégories

socioprofessionnelles

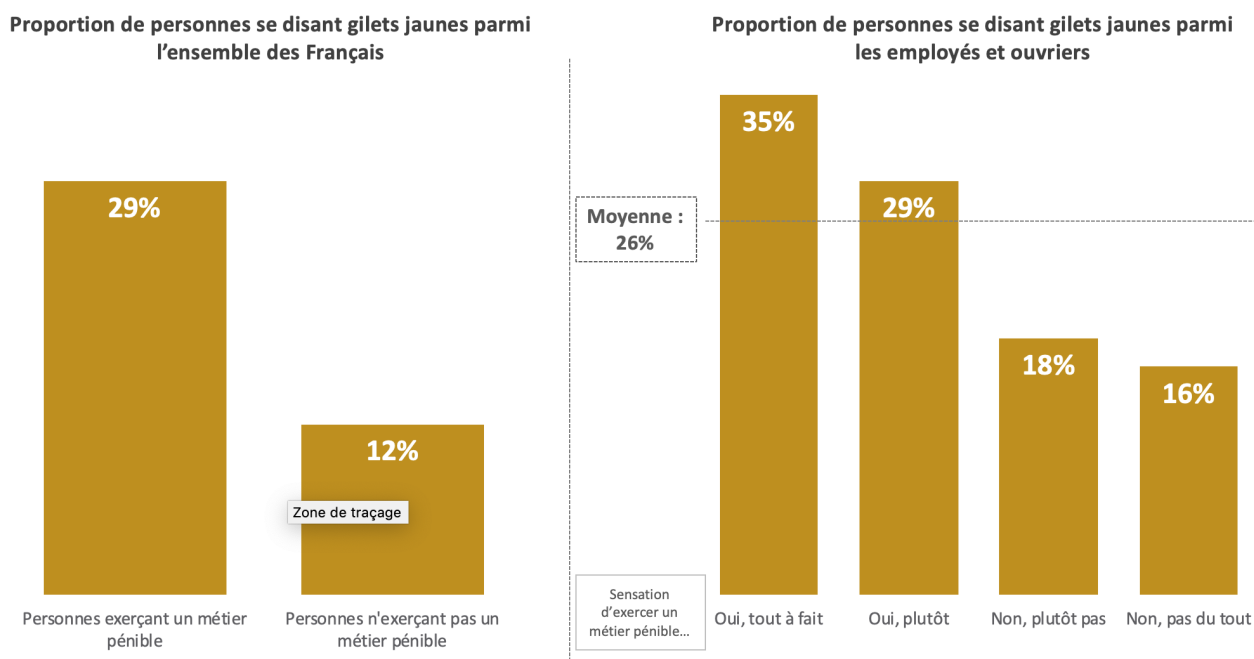
Question posée : « Vous-même, diriez-vous que vous êtes un « gilet jaune » ? »



Alors que traditionnellement, la différence de statut entre indépendants et salariés clivait fortement ces populations, celles-ci ont fait cette fois front commun, ce qui est assez inédit. Hormis le fait de disposer en moyenne d'un niveau de diplôme assez peu élevé, un autre trait commun a pu relier ouvriers et employés d'une part, et artisans d'autre part : celui d'exercer un métier pénible. On retrouve en effet cette caractéristique à la fois dans le monde ouvrier mais aussi chez toute une partie des employés (que l'on pense aux caissières de supermarché ou aux femmes de ménage, par exemple) et des artisans (notamment dans le bâtiment). Or, d'après les données de l'enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, l'identification aux « gilets jaunes » est nettement indexée au fait d'exercer un métier pénible. Parmi les personnes qui accomplissent des tâches ou des gestes répétitifs, qui portent des charges lourdes, qui sont soumises à des horaires décalés ou de nuit, qui travaillent en position debout ou qui sont exposées au bruit ou aux intempéries, 29% se définissent ainsi comme « gilets jaunes » contre seulement 12% parmi celles n'exerçant pas ce type de métier.

On ne pourrait voir dans ces chiffres que l'expression, sous une autre forme, du clivage présenté précédemment entre les cadres et les professions intermédiaires (moins exposés à la pénibilité) d'une part, et les ouvriers et employés davantage concernés, d'autre part. Mais ces deux paramètres ne se superposent pas parfaitement et la pénibilité du poste occupé vient renforcer encore davantage l'identification au mouvement des « gilets jaunes » parmi les ouvriers et les employés. Au sein de ces catégories populaires, tous les métiers n'engendrent pas le même degré de pénibilité et plus les salariés y sont exposés, plus leur propension à se reconnaître dans le

mouvement a été forte. La proportion de personnes se déclarant « gilets jaunes » double ainsi en passant de seulement 16% parmi les ouvriers et les employés n’ayant pas du tout le sentiment d’exercer un métier pénible à 35% parmi leurs collègues les plus exposés à différents types de nuisances et de contraintes.



Si comme on l’a dit, le mouvement des « gilets jaunes » a recruté parmi les actifs des milieux populaires, ce fut d’abord et préférentiellement dans leurs franges les plus « laborieuses », pour reprendre une expression employée par Emmanuel Macron. Ces métiers durs et difficiles sont généralement occupés par des salariés peu qualifiés et peu payés. Ces postes sont essentiels au bon fonctionnement de la machine économique mais sont très peu visibles et peu valorisés. Les personnes qui les exercent sont en quelque sorte les « soutiers du système ». Déconsidérés socialement, éprouvés physiquement quotidiennement par leur travail et situés au dernier rang dans la fameuse « chaîne de valeur », ce sont d’abord ces salariés invisibles qui ont endossé leur gilet jaune pour accéder à la reconnaissance, à la dignité et revendiquer des conditions de vie plus décente.

Le cariste, figure emblématique des « gilets jaunes » et nouveau visage de l'économie des services

On notera au passage que pour une partie d'entre eux, le gilet jaune constitue leur vêtement de travail et c'est précisément cet habit qui a été choisi comme symbole de ce mouvement. Comme si le gilet jaune avait remplacé le bleu de travail, symbole historique de la classe et du mouvement ouvriers. À y regarder de plus près, ce changement symbolique est très révélateur des transformations intervenues dans le monde du travail au cours des dernières décennies où les activités de logistique, de commerce et des services ont pris le pas sur les activités de production.

Dans une économie de plus en plus globalisée, où les flux de marchandises ne cessent de se renforcer, le cariste occupe un rôle stratégique et central. Il symbolise ainsi le prolétariat d'aujourd'hui comme le « métallo » incarnait celui d'hier. Mal connu du public, le métier de cariste est emblématique de ces emplois invisibles de la nouvelle classe ouvrière des services. Le cariste est un conducteur de chariot élévateur utilisé dans les entrepôts de logistique lors des phases de chargement, de déchargement et de stockage des produits. C'est ce même engin qu'on verra sur plusieurs vidéos défoncer la porte du ministère du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, lors de l'acte VIII des « gilets jaunes » qui s'est tenu le 5 janvier 2019, permettant à des manifestants d'y pénétrer pour y casser des voitures et des vitres. Reprenant les propos de Benjamin Griveaux, entre-temps évacué de son ministère, les médias ont généralement repris la formule « engin de chantier » pour désigner ce qui était en réalité un chariot élévateur d'entrepôt (mais qui se trouvait sur un chantier voisin selon les témoignages). La présence d'un tel engin n'est pas passée inaperçue, suscitant quelques remarques sarcastiques ou clins d'œil réservés aux initiés, comme ce tag « génération Fenwick », aperçu dans un reportage sur l'une des manifestations bordelaises, référence ironique des black blocs à une marque de constructeur de chariots bien connue.

Souvent intérimaires, évoluant dans les secteurs du transport et de la logistique, dans des entreprises de sous-traitance plus petites et moins syndiquées que feu les grandes entreprises industrielles, les caristes sont également « exposés à de nombreuses situations à risques parmi lesquelles des situations de contraintes posturales, de bruit et de vibrations, de renversement ou basculement et des rythmes de travail intenses. Plusieurs milliers d'accidents avec arrêt de travail sont ainsi dénombrés chaque année ainsi que des déclarations de maladies professionnelles ».



Légende : Les éléments d'un chariot élévateur, Wikimedia.

Crédit : Sertion, Jon Harald Sørby, Jon Harald Sørby, Tynt22.

Tout au long de la mobilisation en plusieurs actes entamée à la mi-novembre 2018, la figure du cariste est apparue avec une grande régularité, que ce soit lors des reportages réalisés sur les ronds-points occupés ou à l'occasion des manifestations successives et des actes de violence qui ont ponctué ces semaines d'agitation. La profession des « gilets jaunes » interpellés par les forces de l'ordre lors des différents débordements peut nous servir d'indice de cette présence. On compte trois caristes parmi la vingtaine d'individus jugés en comparution immédiate au tribunal de Paris le 10 décembre 2018 pour des violences commises lors de la manifestation du 1^{er} décembre, parmi d'autres professions ouvrières comme désosseur, carrossier-peintre ou ouvrier viticole. Autres caristes interpellés pour des actes commis lors des manifestations, Christophe, un « gilet jaune » lillois de 33 ans auquel *La Voix du Nord* consacre un portrait ou encore Cédric, 45 ans, jugé lui à Montpellier.

C'est également la profession de cariste qu'exerce l'un des huit premiers colistiers de la liste présentée par Ingrid Levavasseur, aide-soignante dans l'Eure et figure des « gilets jaunes », pour les élections européennes. De manière tout aussi emblématique, c'est encore le métier du jeune

Arnaud, qui forme avec Jessica un couple avec quatre enfants résidant à Sens (Yonne) en HLM, dont la description du mode de vie publiée dans les pages du *Monde* a déclenché une avalanche de commentaires désapprobateurs et condescendants de la part des lecteurs du quotidien. Au point qu'un deuxième article a été consacré à la signification sociale de ces réactions dans le même journal.

Les reportages consacrés aux occupants des ronds-points sont autant de fenêtres sur le niveau et le mode de vie de ces ouvriers des services, par ailleurs souvent localisés en zone rurale ou périurbaine à bonne distance des centres urbains, là où se sont implantées les activités de logistique. Ainsi de Sylvie Fernandes, « magasinière cariste en Ariège », élevant seule trois filles, interviewée lors d'un reportage de France 3 Occitanie : « Sa situation financière est compliquée. Récemment, elle a signé un CDI mais paradoxe, gagne moins qu'en tant qu'intérimaire. Sylvie a fait ses comptes et ils sont limpides : elle gagne 1 385 euros par mois, rembourse 700 euros de crédit pour sa maison (par mois). Les charges toutes comprises se montent à 245 euros par mois. Auxquels s'ajoutent 300 euros d'impôts par mois. Impossible équation pour celle qui élève seule ses trois filles ».

Notons enfin que dans le folklore « gilets jaunes », le métier de cariste et le chariot élévateur sont étroitement associés à la palette, unité de base de la logistique, qui permet d'entreposer et de soulever les chargements. Le « motif » de la palette est lui aussi récurrent depuis les premiers blocages et occupations de ronds-points, non sans procurer au mouvement des airs de ZAD périurbaine. Véritable couteau suisse de la mobilisation, les palettes ont été détournées de leur fonction d'entreposage et utilisées comme barrage, comme combustible pour alimenter les feux allumés dans les campements ou encore comme matériau de construction des cabanes qui ont été érigées sur les gros ronds-points, devenus des nœuds locaux du mouvement.

Les métiers de la logistique forment un continuum avec ceux du transport et de la distribution. C'est donc sans surprise que des profils proches de celui du cariste, le chauffeur routier et le chauffeur-livreur, sont tout aussi représentés parmi les hommes « gilets jaunes ». C'est depuis l'habitacle de son camion qu'Éric Drouet, l'un des principaux leaders du mouvement et organisateur du premier blocage du 17 novembre 2018, répond dans ses *live* à ses abonnés Facebook. C'est aussi depuis son camion, alors qu'il était bloqué à un rond-point de Castres, que Kopp Johnson, chauffeur-livreur de 25 ans, a écrit en quelques minutes sa chanson *Gilet jaune*, devenue l'hymne du mouvement.

La logistique, illustration de la descente en gamme des emplois populaires

Le passage de l'ouvrier d'industrie au cariste, et de l'usine à l'entrepôt, corollaire d'une longue période de désindustrialisation des territoires, est un phénomène contemporain de la baisse du niveau de gamme des emplois populaires et de l'apparition du phénomène des travailleurs pauvres, alors que jusqu'à la fin du siècle précédent, c'était la situation d'exclusion du marché du travail, le chômage, qui conditionnait l'appartenance aux groupes exclus du mouvement de moyennisation de la société. Cette descente en gamme a été auscultée par l'économiste en chef de la banque Natixis Patrick Artus et la journaliste Marie-Paule Virard dans leur ouvrage *Et si les salariés se révoltaient ?*. Lors de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, les ouvriers de l'usine de sèche-linges de Whirlpool d'Amiens, promise à la délocalisation en Pologne, avaient reçu la visite des deux candidats finalistes, Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Si l'usine Whirlpool, la dernière sur le sol français, s'apprêtait à fermer, un entrepôt d'Amazon était en construction sur le même bassin d'emploi, à Boves, ce qui inspire aux auteurs le constat que « partout en Occident, les agents logistiques prennent le pas sur les soudeurs ! ». Cet exemple des agents logistiques d'Amazon qui remplacent les ouvriers de l'industrie de Whirlpool est l'illustration concrète d'un phénomène très net de modification de la structure des emplois en bas de l'échelle : « on constate que la structure des emplois se déforme au détriment de l'industrie et en faveur d'emplois de services peu sophistiqués », écrivent les auteurs. « Les emplois détruits dans l'industrie et les services à l'industrie sont remplacés massivement par des emplois dans les services domestiques, moins productifs, moins bien payés et moins protégés que les emplois détruits, d'où la baisse du niveau de gamme des emplois et du niveau de vie. »

Parallèlement aux nouveaux emplois très qualifiés dans les nouvelles technologies, la finance ou les services aux entreprises, les créations de postes sont encore plus nombreuses pour des jobs peu qualifiés, peu productifs et mal rémunérés « dans la distribution, l'hôtellerie-restauration, les transports, les loisirs et les services à la personne », de sorte que ces emplois de service domestiques représentent plus de un emploi sur quatre en France (28% du total). Pour les auteurs, « cette évolution improbable signifie que nous nous sommes collectivement trompés » en fantasmant la montée en gamme généralisée de l'Occident : « L'industrie traditionnelle a bien migré des pays de l'OCDE vers les pays émergents comme la plupart des experts l'anticipaient. En revanche, les pays de l'OCDE ne se sont pas spécialisés dans l'industrie haut de gamme, les services aux entreprises complexes et les nouvelles technologies, mais dans les services domestiques peu sophistiqués, ce qui a provoqué un net recul du niveau de gamme des emplois ».

Emploi de cariste pour les hommes, métiers du *care* pour les femmes

Comme le mouvement des « gilets jaunes » l'a amplement montré, l'appartenance à une vaste classe de nouveaux « serveurs à la personne » concerne autant sinon plus les femmes que les hommes. Simplement, les types d'emplois occupés ne sont pas les mêmes. Si l'on trouve les hommes qui œuvrent en « *back office* » dans les entrepôts de logistique, pour les femmes les tâches consistent à faire le ménage, à travailler comme caissière dans la grande distribution ou à s'occuper de personnes dépendantes. Les plus gros contingents d'employées se retrouvent en effet dans les secteurs des services à la personne, qu'il s'agisse de services directs aux particuliers pour les femmes et de ménages et les nounous (aide à domicile et assistante maternelle), des services aux entreprises (agent d'entretien) ou du soin apporté aux autres dans les institutions (aide-soignante en hôpital ou en Ehpad, agent de service dans les collectivités).

La journaliste du *Monde* Florence Aubenas a consacré un long reportage à « La révolte des ronds-points » dans l'édition du 15 décembre 2018 du quotidien. Dix ans plus tôt, de février à juillet 2009, cette même journaliste s'était inscrite au chômage sous son vrai nom, mais en truquant son CV pour le présenter comme celui d'une femme sans expérience professionnelle à la recherche d'un emploi en CDI dans la ville de Caen, avec le baccalauréat comme plus haut niveau de qualification. Elle a raconté cette expérience dans un livre qui connut un grand succès lors de sa parution en 2010, *Le Quai de Ouistreham*.

Outre la présence récurrente de voies rapides et de ronds-points, les descriptions de l'enquête-immersion de Florence Aubenas dans la France des fins de mois difficiles comportent certains éléments que l'on retrouvera exacerbés huit ans plus tard dans la révolte des « gilets jaunes » : l'absolue nécessité de posséder une voiture pour trouver du travail, le fractionnement de l'emploi (contrats courts, horaires émiettés, nécessité d'occuper plusieurs emplois en parallèle) et, surtout, le remplacement des emplois d'usine par des emplois de services domestiques peu qualifiés.

L'expérience de Florence Aubenas donne corps à cette transition socioéconomique que nous avons détaillée plus haut, le basculement d'une base industrielle vers une ère de services. Jadis structuré autour des activités industrielles comme la métallurgie (SMN), l'automobile (Renault Trucks, Valéo) ou l'électroménager (Moulinex), le bassin d'emploi de Caen bascule progressivement, avec la mise au chômage et la précarisation des populations ouvrières – dont de nombreuses femmes à l'image des « Moulinex » – vers les services à la personne peu qualifiés. Florence Aubenas se voit ainsi proposer successivement du ménage dans un fast-food situé dans un centre commercial, du ménage dans des bureaux, du ménage dans un centre de vacances et, finalement,

du ménage dans les toilettes des ferries en partance pour l'Angleterre.

Si la pénibilité physique n'est pas l'apanage des métiers masculins, la dimension relationnelle de la plupart des emplois de service occupés par des femmes implique une pénibilité particulière, un « travail émotionnel ». Cette composante de l'expérience consiste à gérer les émotions, changeantes et pas toujours positives, du client ou du patient.

Les ménages, l'aide aux personnes âgées, la garde d'enfants, ces métiers de services peu qualifiés constituent les principaux débouchés pour des femmes peu qualifiées dans des bassins d'emploi ruraux ou de petites villes, devenant une forme de mono-activité de fait. Dans un article consacré à ces femmes qui « tiennent à bout de bras la charpente vermoulue de l'État social », Pierre Rimbart dans *Le Monde diplomatique* remarque que ces emplois à dominante féminine et populaire « sont non seulement indispensables, mais aussi non délocalisables et peu automatisables, car ils exigent un contact humain prolongé ou une attention particulière portée à chaque cas ». Par ailleurs, « ils jouissent d'une bonne réputation auprès d'une population qui peut s'imaginer vivre sans les hauts-fourneaux, mais pas sans écoles, hôpitaux, crèches ou maisons de retraite ». L'auteur imagine à partir de ce constat que l'emploi de service peu qualifié représente l'avenir du mouvement social, puisque ses rangs sont amenés à croître, une nouvelle coalition qui aboutirait à un « second Front populaire », « celui de l'ère des services ». Mais ce scénario fait fi de l'extrême atomisation de ce salariat et plus globalement de la fragmentation de la société française. Les banlieues, dont beaucoup d'habitants exercent précisément ce type d'emploi, n'ont, par exemple, pas rejoint le mouvement des « gilets jaunes » qui, pour important qu'il ait été, est demeuré relativement enclavé sociologiquement, géographiquement et culturellement.